

LA TRANSITION ECOLOGIQUE, UNE OPPORTUNITE D'INVESTISSEMENT DURABLE



SOMMAIRE

| | | |
|-----------|--|-----------|
| | Synthèse | 3 |
| 01 | Une crise écologique globale | 4 |
| | L'urgence climatique | 5 |
| | La dégradation alarmante des écosystèmes | 7 |
| | Un Momentum sociétal, politique et économique pour changer de trajectoire | 9 |
| 02 | La transition écologique et ses implications pour l'économie mondiale | 10 |
| | La nécessité d'une transition écologique globale | 11 |
| | Des réponses politiques et économiques ambitieuses | 12 |
| | L'accélération nécessaire des plans d'investissement en faveur de la transition écologique | 15 |
| 03 | Notre approche d'investissement sur le thème de la transition écologique | 17 |
| | L'énergie propre | 18 |
| | L'efficacité énergétique | 20 |
| | La mobilité durable | 22 |
| | La préservation des ressources naturelles | 24 |
| | Glossaire | 27 |
| | Références | 28 |
| | A propos de ODDO BHF Asset Management | 29 |
| | Disclaimer | 30 |

SYNTHESE

Le réchauffement rapide de la planète est désormais un sujet omniprésent dans le débat public et à juste titre : les émissions de carbone ont augmenté de 62% depuis 1990, entraînant une érosion du stock mondial de capital naturel de 40% sur la même période. Faute d'inverser la tendance rapidement, c'est une partie significative de la surface terrestre qui deviendra inhabitable, accompagnée d'une explosion des conflits liés à l'utilisation des ressources.

La prise de conscience s'accélère sur la nécessité d'opérer une transition écologique globale nous conduisant vers un modèle de développement durable renouvelant nos façons de produire, de consommer ou bien encore de nous déplacer. C'est aujourd'hui la condition indispensable pour répondre aux enjeux du changement climatique, de la rareté des ressources et de la perte accélérée de la biodiversité.

Malgré l'ambition affichée lors la proclamation de l'Accord de Paris en 2015 et la multiplication de nouveaux engagements depuis, le réchauffement de la

planète demeure sur une trajectoire de 2,7 à 3,1°C à horizon 2100, soit encore nettement au-dessus de l'objectif de 1,5 à 2°C.

Face à ce défi, la mobilisation des acteurs publics comme privés doit permettre de combler un besoin d'investissement de 1 500 à 2 000 milliards de dollars par an d'ici 2030. ODDO BHF Asset Management souhaite s'inscrire dans cette dynamique et participer activement à la réallocation des flux financiers vers la transition écologique. Pour ce faire, nous identifions des opportunités de croissance et de création de valeur significatives dans quatre domaines au cœur de la transition : l'énergie propre, l'efficacité énergétique, la mobilité durable et la préservation des ressources naturelles. En tant que gérants d'actifs responsables, nous souhaitons prendre toute notre part pour contribuer à cet enjeu majeur et permettre à nos clients de profiter de ce changement de paradigme structurant et source de croissance à long terme.



Nicolas Jacob

Gérant Actions
Responsable de
la recherche ESG
ODDO BHF Asset
Management SAS



Baptiste Lemaire

Gérant Actions
ODDO BHF Asset
Management SAS



Léa Miomandre

Analyste ESG
ODDO BHF Asset
Management SAS

A person is sitting on a grassy hillside, looking towards a large, rounded mountain in the distance. The sky is filled with dramatic, grey clouds. The person is wearing a blue t-shirt and is seen from behind. The overall mood is contemplative and somber.

1

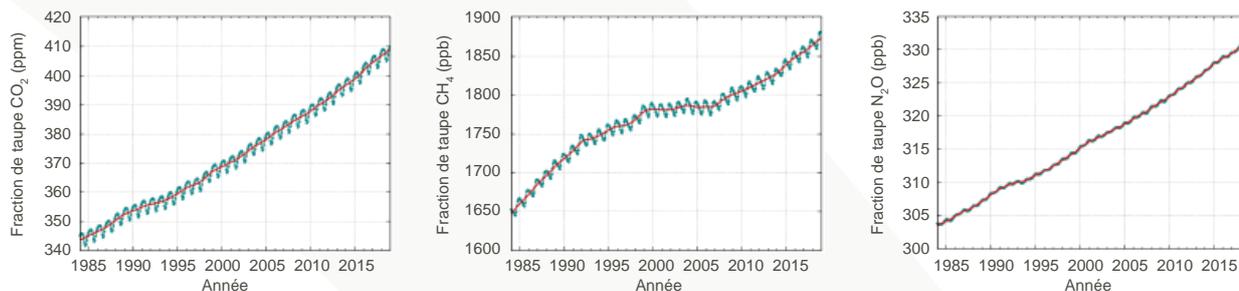
UNE CRISE
ÉCOLOGIQUE
GLOBALE

L'URGENCE CLIMATIQUE

Le réchauffement rapide de la planète est désormais un sujet omniprésent dans le débat public, et à juste titre : à l'échelle mondiale, les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) ont atteint le nouveau record de 36.7 Gigatonnes (Gt) en 2019¹, ce qui représente **une augmentation de 62% par rapport aux niveaux de 1990**. Par ailleurs, les émissions anthropiques de

méthane (CH₄) et de protoxyde d'azote (N₂O), deux autres gaz au pouvoir de réchauffement global particulièrement puissant (respectivement 25 et 298 fois plus que le CO₂ en termes d'effets de serre cumulés sur un siècle²), ont également fortement augmenté sur cette période, le méthane étant désormais responsable de 15% de l'effet de serre d'origine humaine.

CONCENTRATION DES GAZ A EFFET DE SERRE DANS L'ATMOSPHERE



Source: World Meteorological Organization, 2020

En l'absence de réformes environnementales significatives, les scientifiques prévoient que les émissions de CO₂ pourraient atteindre 56Gt/an d'ici 2030, **alors qu'elles devraient être limitées à 25Gt/an à cette date pour espérer maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 1.5°C³**. Cet écart correspond au total des émissions des six zones géographiques les plus émettrices de gaz à effet de serre (GES) : Chine, Etats-Unis, UE28, Inde, Russie

et Japon. **Les engagements et politiques climatiques actuelles nous conduisent sur la voie d'un réchauffement planétaire à hauteur de 3.1°C** par rapport aux niveaux préindustriels d'ici la fin du siècle (jusqu'à +4.8° en cas d'échec de ces politiques), ce qui rendrait une grande partie de la surface terrestre inhabitable et conduirait à une explosion des conflits liés à l'utilisation des ressources.

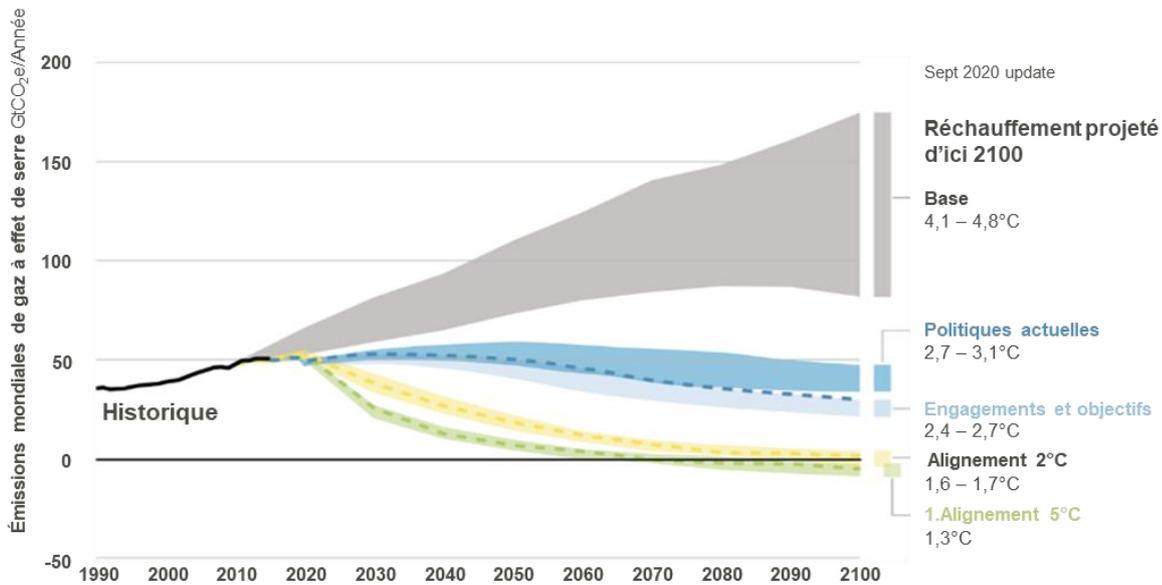


¹ Source : Global Carbon Project

² Source : GIEC, 4e rapport d'évaluation, 2007

³ Source : UN Emission Gap Report, 2019

EMISSIONS DE GES ET RECHAUFFEMENT ATTENDU SUR LA BASE DES POLITIQUES ACTUELLES ET DES ENGAGEMENTS PRIS

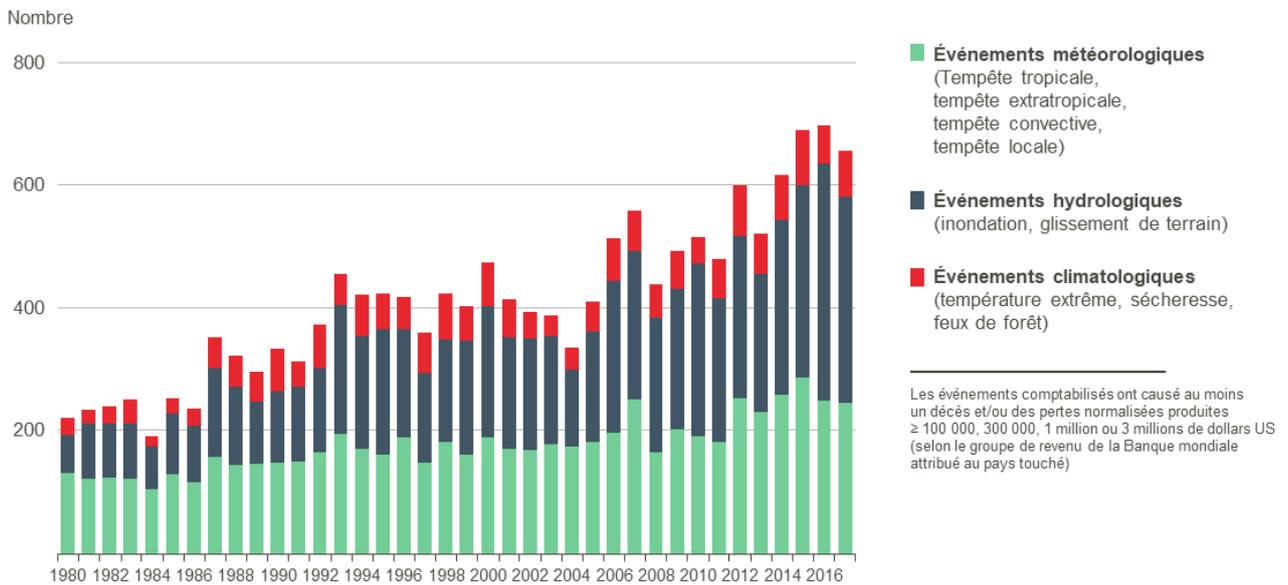


Source: Climate Action Tracker, 2020

Les conséquences du dérèglement climatique se font d'ores et déjà ressentir : les catastrophes naturelles (ouragans, inondations, sécheresses), dont la cause anthropique fait l'objet d'un consensus scientifique, ont

vu leur fréquence augmenter significativement ces trente dernières années, avec un coût humain et économique de plus en plus lourd.

MESURE DES CATASTROPHES NATURELLES A L'ECHELLE MONDIALE



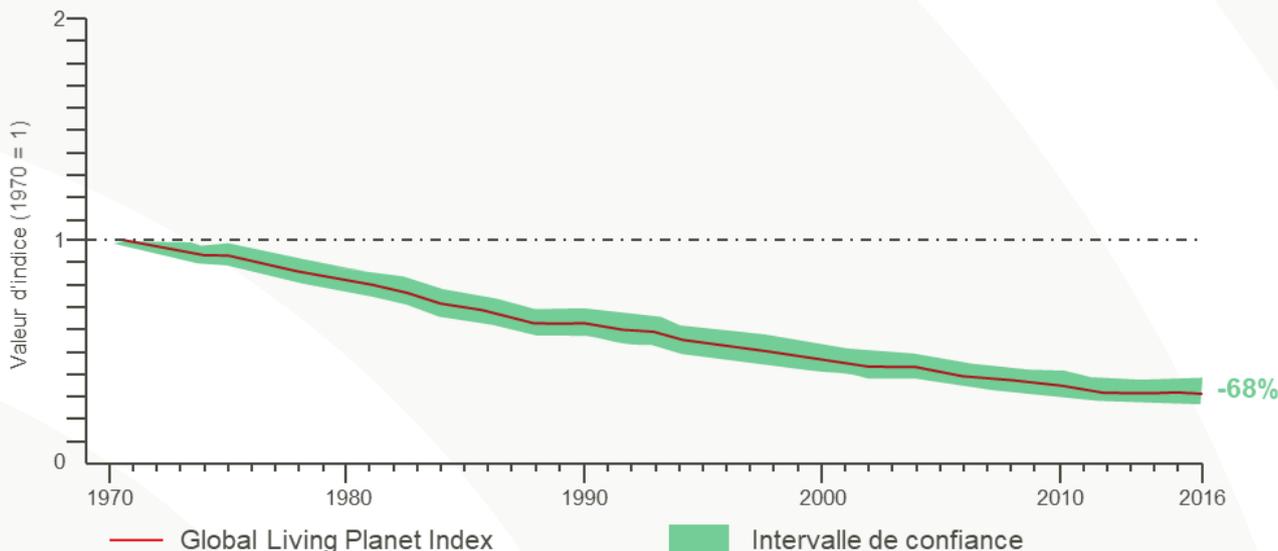
Source: Munich RE, 2018

LA DEGRADATION ALARMANTE DES ECOSYSTEMES

La crise climatique va de pair avec la disparition accélérée de nombreux pans de la biodiversité : selon le WWF, 68% des populations de mammifères, d’oiseaux, d’amphibiens, de reptiles et de poissons ont

disparu entre 1970 et 2016. **Les scientifiques parlent de la « 6e extinction de masse »** et soulignent son origine anthropique.

MESURE DE L'INDICE « PLANETE VIVANTE » ENTRE 1970 ET 2016



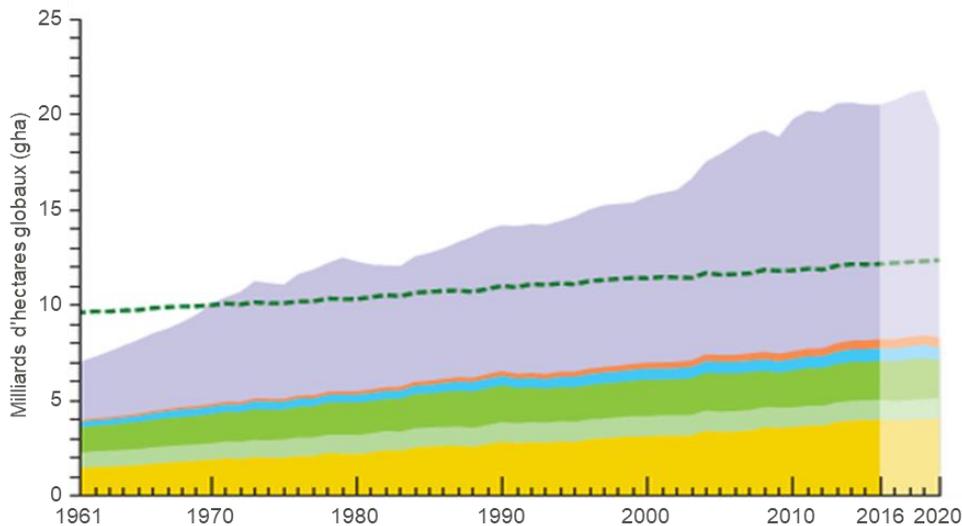
Source: WWF, 2020

L’avancée inexorable du « Jour du dépassement » est également représentative de l’utilisation excessive des ressources naturelles ; l’UNEP estime ainsi que la biocapacité de la Terre est surexploitée d’au moins

56%, tandis que le stock mondial de « capital naturel » - les ressources naturelles renouvelables ou non de la planète (plantes, sols, minéraux...) - a diminué de 40% depuis le début des années 1990.



EMPREINTE ECOLOGIQUE DE L'HUMANITE PAR RAPPORT A LA BIOCAPACITE DE LA TERRE ENTRE 1961 ET 2020



Key

- Empreinte carbone** pour l'absorption des émissions provenant de combustibles fossile et de la production de ciment
- Empreinte infrastructures** pour l'aménagement des routes et des bâtiments
- Empreinte des lieux de pêche** pour les fruits de mer sauvages et d'élevage provenant des océans et de l'eau douce
- Empreinte de produits forestiers** pour le bois de chauffage, la pâte à papier et le bois d'œuvre
- Empreinte des pâturages** pour la viande, les produits laitiers, le cuir et la laine
- Empreinte des terres cultivées** pour les cultures vivrières, les cultures de fibres, les cultures oléagineuses et les cultures fourragères, y compris le caoutchouc
- Biocapacité mondiale**

Source: WWF – Living Planet Report, 2020

La communauté internationale a jusqu'à présent échoué à endiguer l'effondrement de la biodiversité: un rapport récent des Nations Unies avertit ainsi que l'intégralité des objectifs du Plan Stratégique 2011-2020 fixés lors de la Convention pour la Diversité Biologique d'Aichi (2010) n'ont pas été atteints, retardant d'une décennie la mise en place d'un plan d'action ambitieux sur le sujet⁴.

L'effondrement des écosystèmes a un impact direct sur la pérennité des systèmes socio-économiques : en effet, plus de la moitié du PIB mondial (environ 44 000 Md€) dépend des ressources naturelles selon un rapport du Forum Economique Mondial⁵. A titre d'exemple, l'ONU estime que les besoins en eau douce de la population mondiale seront 40% supérieurs aux ressources renouvelables disponibles d'ici 2030, conduisant à une instabilité sociale et politique généralisée.

⁴ Source: UNEP – Global Biodiversity Outlook 5, 2020

⁵ Source: WEF – Nature Risk Rising: why the crisis engulfing nature matters for business & the economy, 2020

UN MOMENTUM SOCIÉTAL, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE POUR CHANGER DE TRAJECTOIRE

En 2019, au moins quinze catastrophes liées au changement climatique ont causé des dégâts d'un coût supérieur à 1 Md\$; pour sept d'entre elles, le montant a dépassé 10 Md\$⁶. L'accélération du rythme des catastrophes environnementales et leurs conséquences économiques et sociales toujours plus importantes ont entraîné une prise de conscience croissante des populations, des pouvoirs publics et des

instances économiques sur la nécessité d'agir vite, de manière forte et coordonnée afin d'éviter les pires effets du réchauffement climatique. Alors que le succès des marches Fridays for Future est emblématique de la mobilisation des jeunes générations partout dans le monde, le Forum Économique Mondial place désormais l'inaction climatique au sommet des dangers menaçant l'humanité et la stabilité économique.

RISQUES LES PLUS SUSCEPTIBLES DE SURVENIR À L'HORIZON 2030

Top 10 des risques en termes de

PROBABILITÉ

- 1 Conditions météorologiques extrêmes
- 2 Echec de la lutte contre le réchauffement climatique
- 3 Multiplication des catastrophes naturelles
- 4 Effondrement de la biodiversité
- 5 Catastrophes environnementales d'origine anthropique
- 6 Fraude et vol de données
- 7 Cyberattaques
- 8 Pénuries d'eau
- 9 Défaillance de la gouvernance mondiale
- 10 Bulles spéculatives

Top 10 des risques en termes d'

IMPACT

- 1 Echec de la lutte contre le réchauffement climatique
- 2 Armes de destruction massive
- 3 Effondrement de la biodiversité
- 4 Conditions météorologiques extrêmes
- 5 Pénuries d'eau
- 6 Panne des infrastructures informatiques
- 7 Multiplication des catastrophes naturelles
- 8 Cyberattaques
- 9 Catastrophes environnementales d'origine anthropique
- 10 Maladies infectieuses

Source: WEF – Global Risk Report 2020

⁶ Source : Christian Aid, 2020



LA TRANSITION ECOLOGIQUE
ET SES IMPLICATIONS POUR
L'ECONOMIE MONDIALE

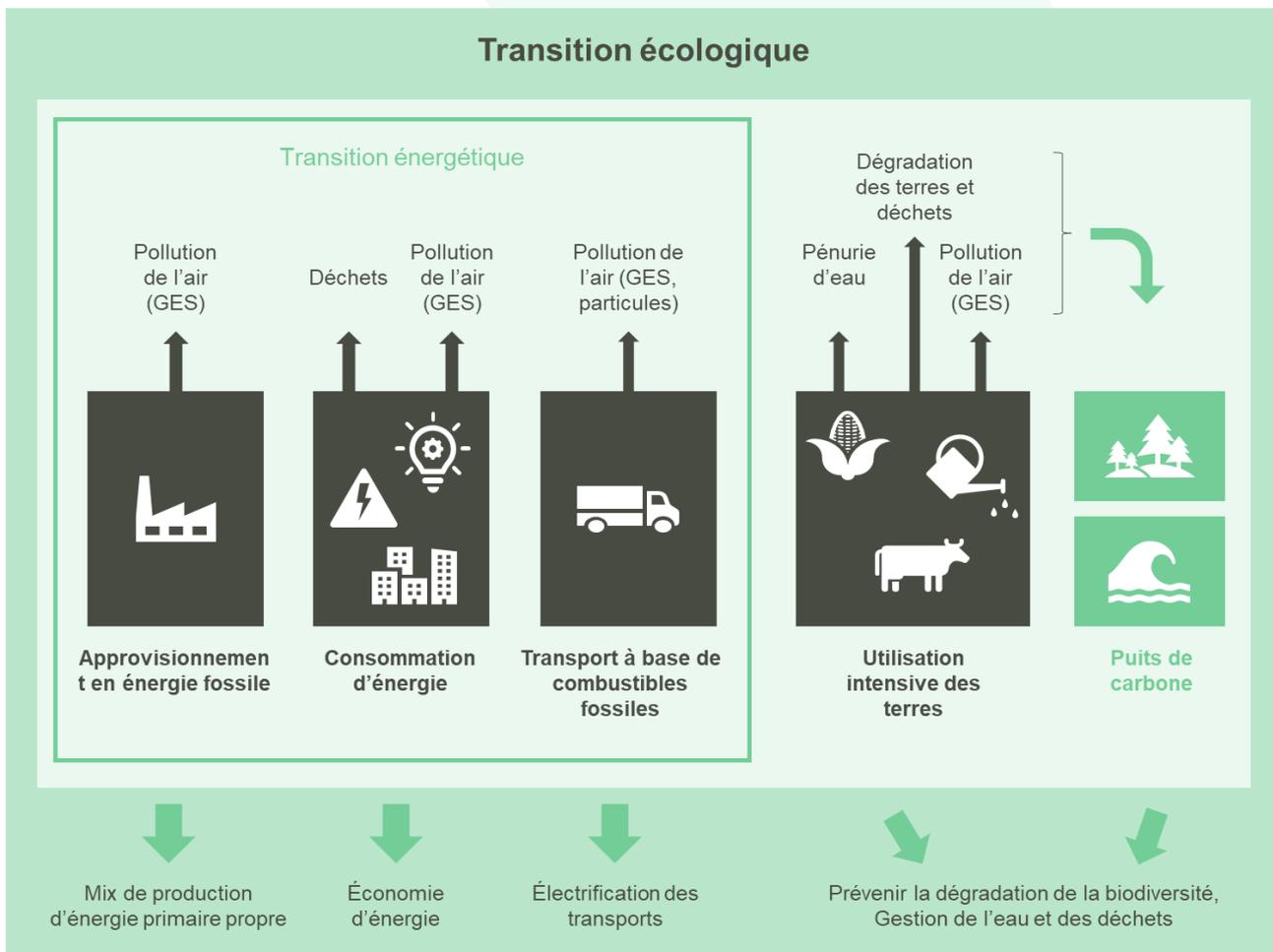
LA NECESSITE D'UNE TRANSITION ECOLOGIQUE GLOBALE

Il est désormais établi que le modèle de développement et de croissance économique actuel repose sur une consommation d'énergie excessive qui n'est pas viable ; une grande partie des initiatives politiques visant à limiter le réchauffement climatique se concentre par conséquent sur la **transition énergétique**, soit le passage d'un système énergétique reposant sur une production d'énergie à partir de sources fossiles polluantes, émettrices de GES et épuisables à un mix énergétique centré autour des énergies renouvelables.

L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) estime cependant que si les projets de transformation du secteur énergétique sont nécessaires pour permettre de limiter le réchauffement planétaire, **des initiatives uniquement centrées sur la transition énergétique ne suffiront pas pour atteindre la neutralité carbone et préserver nos écosystèmes.**

La concentration des efforts de réduction des émissions de GES sur la **production d'énergie néglige en effet le rôle majeur joué par l'explosion de la demande en énergie et la destruction accélérée des écosystèmes dans le réchauffement de la planète.** La limitation de la demande en énergie est un levier important pour permettre une réduction des émissions via l'amélioration de l'efficacité énergétique des réseaux électriques (transmission et distribution), des bâtiments et des infrastructures industrielles ; de même, la biodiversité joue un rôle essentiel pour atténuer les effets du réchauffement climatique grâce aux puits de carbones naturels (océans, forêts, sols) qui permettent de capter une partie des GES d'origine anthropique, et sa préservation est donc d'une importance vitale.

LA PORTEE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE GLOBALE



Source: ODDO BHF Asset Management

Par ailleurs, placer la focale uniquement sur la réduction des émissions de CO₂ est d'une efficacité limitée puisque certains secteurs contribuant fortement au réchauffement climatique émettent principalement d'autres types de gaz à effet de serre (le secteur de l'agriculture émet majoritairement du méthane).

Une **transition écologique globale**, qui inclut notamment la transition industrielle, la rénovation thermique des bâtiments, l'adaptation des transports, l'aménagement des territoires, la transition agro-alimentaire, l'économie circulaire et la protection de la biodiversité est ainsi **cruciale** pour parvenir à limiter le réchauffement planétaire.

DES REPONSES POLITIQUES ET ECONOMIQUES AMBITIEUSES

L'ACCORD DE PARIS A RELANCE L'ENGAGEMENT MONDIAL EN FAVEUR D'UNE ECONOMIE BAS CARBONE

La proclamation de l'Accord de Paris au terme de la COP21 (2015) a marqué un tournant dans la lutte mondiale contre le réchauffement climatique en établissant **un instrument juridique universel dont l'objectif principal est de maintenir la hausse des températures en dessous de la barre des 2°C par rapport aux niveaux préindustriels** et de poursuivre les efforts pour tenter de limiter cette hausse à 1,5°C. L'Accord a été conçu pour être dynamique et équilibré (avec une différenciation des contributions attendues en fonction du degré de développement économique et du niveau d'émissions de GES des pays) et a été signé par l'intégralité des pays reconnus par l'ONU à l'exception de la Syrie, du Nicaragua et potentiellement des Etats Unis⁷.

L'Accord de Paris exige des pays signataires qu'ils fassent tout leur possible pour présenter des "Contributions Déterminées au niveau National" (CDN) et qu'ils rendent compte régulièrement du niveau de leurs émissions de GES. Un processus quinquennal de révision à la hausse des CDN est également obligatoire, selon un mécanisme en cliquet qui rend tout retour en arrière impossible. Les CDN établies dans le cadre de la COP21 placent le monde sur une trajectoire de réchauffement de 3°C, la révision à la hausse des ambitions lors de la COP26 (2021) sera donc une étape clef de la mise en place d'un accord multilatéral efficace et ambitieux pour parvenir à la neutralité carbone.



⁷ Les Etats-Unis ont officiellement quitté l'Accord le 05/11/2020 mais Joe Biden, probable 46^e président des Etats Unis, s'est engagé à le ratifier à nouveau dès son investiture en janvier 2021

L'EMERGENCE DE « GREEN DEALS » PERMET DE REORIENTER LES FLUX FINANCIERS ET DE SOUTENIR LES ACTEURS CLES DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE



Depuis la signature de l'Accord de Paris, de nombreux Etats et organisations ont revu à la hausse leurs ambitions en matière de politique climatique. Le lancement du **Pacte Vert pour l'Europe** (« European Green Deal ») fin 2019, qui doit permettre de mettre l'Union Européenne sur une trajectoire de neutralité carbone d'ici 2050 et contient de nombreux plans d'actions portant entre autres sur l'économie circulaire, la mobilité durable et la protection de la biodiversité, est représentatif de son **leadership** sur la question. Ce plan ambitieux a récemment été revu à la hausse par la présidente de la Commission Européenne Ursula Van Der Leyen, qui a proposé de porter l'objectif de réduction des émissions de GES pour 2030 de 40 à 55% par rapport à 1990. Le budget européen 2021-2030, dont 25% devraient être consacrés à la transition écologique, sera clef pour atteindre ces objectifs, de même que le **Fonds de Transition Juste**, crédité de 40 Md€ de subventions, qui doit permettre d'accélérer la transition énergétique des Etats les plus dépendants aux énergies fossiles.



L'attitude volontariste de l'UE tranche avec le retard des Etats-Unis sur la question climatique depuis l'annonce de leur retrait de l'Accord de Paris en 2017. Cependant, **la victoire des démocrates lors des élections présidentielles va changer la donne** : Joe Biden a annoncé une stratégie environnementale qui, si elle se concrétise, prévoit un montant de 2 000 Md\$ alloué à la transition écologique dont 400 Md\$ investis dans des projets de décarbonation (efficacité énergétique, technologies de capture carbone) ainsi que l'élimination des émissions de GES des centrales électriques d'ici 2035, le déploiement de 500 000 stations de chargement de véhicules électriques, des investissements importants en faveur de l'hydrogène renouvelable... Ces mesures pourraient avoir un impact conséquent étant donné que les Etats Unis émettent aujourd'hui 13% des GES à l'échelle mondiale⁸. En parallèle, **l'Alliance pour le Climat des Etats-Unis** (« United States Climate Alliance ») regroupe 26 Etats et territoires américains s'engageant à respecter l'Accord de Paris et plusieurs d'entre eux, parmi lesquels la Californie, Hawaii, Washington, Puerto Rico ou encore le Nouveau Mexique se sont engagés à avoir un mix énergétique composé uniquement de sources d'énergie renouvelables à horizon 2045, ce qui devrait contribuer à alléger l'empreinte carbone du pays.



Une **forte accélération des investissements** a également lieu en Chine, premier pays émetteur de GES (à l'origine de 28.2% des émissions mondiale de CO₂⁹) ; selon le ministère chinois des finances, le pays aura dépensé **52 Md€ en faveur de l'environnement en 2020**, en subventionnant en particulier le secteur de l'énergie solaire et éolienne. Dans un discours historique lors de la 75^e Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2020, le président chinois Xi Jinping a annoncé que le pays se fixait pour objectif **d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2060**, relançant la dynamique de l'accord de Paris.

⁸ Source : UN Environment Programme

⁹ Source: AIE – Key world energy statistics 2019



LES PLANS DE RELANCE POST-COVID FONT LA PART BELLE A LA TRANSITION ECOLOGIQUE

La pandémie de Covid-19 et la crise économique qui en découle ont fortement perturbé l'agenda environnemental international, au risque de faire passer l'établissement de mesures climatiques fortes au second plan des préoccupations politiques, avec notamment le report d'un an de la COP26 sur le climat et de la COP15 sur la biodiversité. La transition écologique est pourtant au cœur de nombreux plans de relance :

- **L'Union Européenne a décidé d'allouer 37% de son Plan de relance au Pacte Vert** Européen et annoncé la construction d'un million de stations de recharge pour véhicules électriques ainsi que l'objectif de création d'un million d'emplois « verts », notamment dans le secteur de l'économie circulaire
- En **France**, c'est **30% des 100 Md€ du plan de relance qui seront alloués à la transition écologique**, dont 11 Md€ en faveur de la mobilité durable, 7 Md€ pour la rénovation énergétique des bâtiments et 9 Md€ pour la décarbonation des secteurs de l'industrie et de l'énergie
- En **Allemagne**, l'accent a été mis sur le **développement de la filière hydrogène (9 Md€ dédiés) et la promotion des véhicules électriques (7 Md€)**

Cette place privilégiée dans les plans de relance **confirme le caractère prioritaire de la transition écologique**; le montant significatif des investissements qui lui sont consacrés a la capacité de changer profondément la structure de l'économie mondiale et **préfigure une tendance majeure sur les marchés** pour les prochaines décennies.



L'ACCELERATION NECESSAIRE DES PLANS D'INVESTISSEMENT EN FAVEUR DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

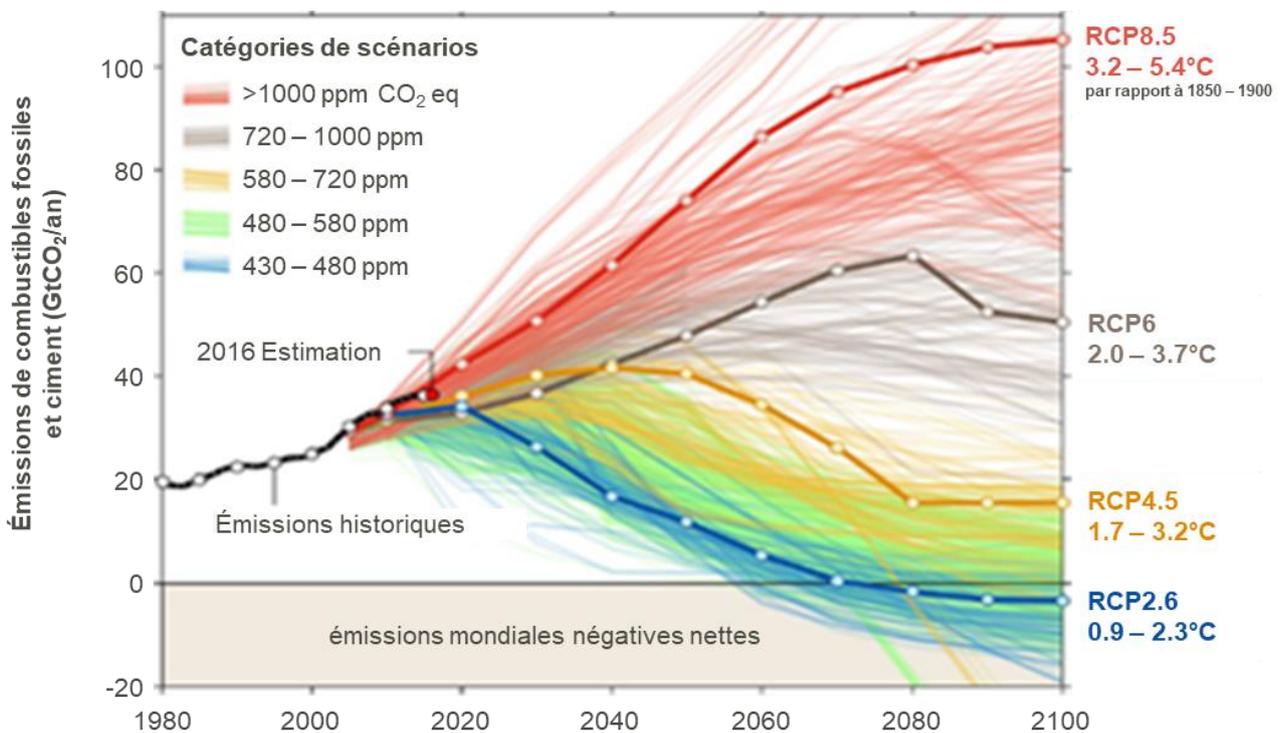
LA TRAJECTOIRE ACTUELLE EST DECONNECTEE D'UN SCENARIO 2°C

Si les initiatives politiques et économiques en faveur de la transition écologique sont prometteuses, les scientifiques du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) alertent sur le fait **que le niveau actuel des engagements est encore insuffisant** pour limiter le réchauffement global « bien en dessous de 2° par rapport aux niveaux préindustriels » tel que le stipule l'Accord de Paris.

Le GIEC a défini dans son dernier rapport sur l'évolution du climat quatre scénarii de référence (les « *Representative Concentration Pathways* » ou

RCP) qui représentent l'augmentation des concentrations de GES dans l'atmosphère et des températures en fonction de l'efficacité des mesures adoptées pour lutter contre le réchauffement climatique. Ces scénarii permettent d'évaluer l'impact environnemental sur le court, moyen et long terme de politiques climatiques & environnementales plus ou moins ambitieuses ; **il est important de noter que seul l'un des quatre scénarii considéré comme plausible par le GIEC (RCP 2.6) permet de limiter l'augmentation des températures à 2°C.**

AUGMENTATION DES TEMPERATURES SELON LES DIFFERENTS SCENARIIS DU GIEC



Source : GIEC

En parallèle, l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) a étudié **l'évolution du secteur énergétique en fonction du degré d'ambition et d'efficacité des politiques climatiques** : le scénario STEPS (« *Stated Policies Scenario* ») illustre les évolutions à venir du secteur en fonction des politiques climatiques actuelles, qui mènent à un réchauffement de l'ordre de 3.1°C ; le **scénario SDS** (« *Sustainable Development Scenario* »)

répond à la double contrainte d'un maintien du réchauffement climatique sous la barre des 2°C et d'un accès universel à l'énergie, ce qui se traduit par un abandon de l'usage des énergies fossiles dans un futur proche, par la nécessité de rénover notre parc immobilier ou encore d'investir dans des solutions de mobilité durables.

Une chose est sûre : l'intégralité des scénarii de transition écologique qui s'inscrivent dans la limite d'un réchauffement maximal de 2°C impliquent une accélération de la transformation généralisée de tous les pans de l'économie. Les experts insistent en particulier sur l'importance de la mise en place d'une taxe carbone et de son renforcement progressif (de \$40-80/tCO₂ en 2030 à \$100/tCO₂ en 2050) afin de précipiter l'abandon du charbon et de stimuler les investissements dans les énergies renouvelables et les technologies de capture carbone. Les scientifiques s'attendent aussi à une interdiction graduelle des moteurs à combustion à partir de 2035, entraînant le bouleversement du secteur des transports car ces derniers constituent encore la quasi-totalité du parc automobile mondial en 2020¹⁰. Le secteur de l'agriculture devrait également connaître une évolution marquée car la décarbonation rapide de l'économie nécessite de repenser l'utilisation des terres pour augmenter leur capacité de stockage du carbone (étant

donné que sols et forêts fonctionnent comme des puits naturels de carbone). L'élimination de la déforestation d'ici 2030 et une politique volontariste de reforestation sont en effet des éléments cruciaux pour s'inscrire dans une trajectoire climatique n'excédant pas 2°C de réchauffement. Des investissements massifs sont par conséquent à prévoir dans les systèmes d'irrigation et d'agrotechnologie afin d'optimiser le rendement des terres disponibles pour l'agriculture.

L'accélération à prévoir des engagements politiques et financiers pour compléter et renforcer les dispositifs inédits déjà mis en place constitue selon nous une opportunité majeure d'investissement pour les prochaines décennies. Ce constat s'est traduit ces dernières années par une forte croissance dans les secteurs économiques liés à la transition écologique et nous anticipons une poursuite de cette dynamique forte à court, moyen et long terme.



¹⁰ Source: IEA

A large white number '3' is positioned on the left side of the image. The background shows a close-up of several hands of different skin tones reaching out to touch or hold a tree trunk. The scene is set in a lush green forest with sunlight filtering through the leaves.

3

NOTRE APPROCHE
D'INVESTISSEMENT SUR LE
THEME DE LA TRANSITION
ECOLOGIQUE

Le marché de la transition écologique représente de **1 500Md\$ à 2 000Md\$ par an** d'investissements d'ici 2030 au niveau mondial¹¹. L'approche de ODDO BHF Asset Management consiste à identifier les entreprises les mieux placées pour bénéficier du changement de paradigme lié à la transition écologique dans sa globalité. Nous cherchons par conséquent à investir de manière multisectorielle et multi-géographique dans les futurs acteurs majeurs au sein de quatre sous-thèmes :

- l'énergie propre
- l'efficacité énergétique
- la mobilité durable
- la préservation des ressources naturelles

Ces segments présentent en effet un potentiel de croissance particulièrement intéressant dû au

renforcement des réglementations environnementales et aux évolutions technologiques qui les accompagnent.

Notre approche prend en compte un alignement avec une trajectoire de réchauffement climatique limitée à 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et nous appuyons sur les recommandations scientifiques énoncées dans les scénarii de référence pour y parvenir.

Dans cette logique de transition, nous considérons aussi que financer des entreprises ayant démontré une volonté crédible de changer de modèle et de prendre en compte les enjeux environnementaux dans leurs stratégies de développement a un impact environnemental potentiellement plus significatif que si nous limitons nos investissements aux acteurs dont l'activité est déjà complètement alignée avec les objectifs bas carbone.

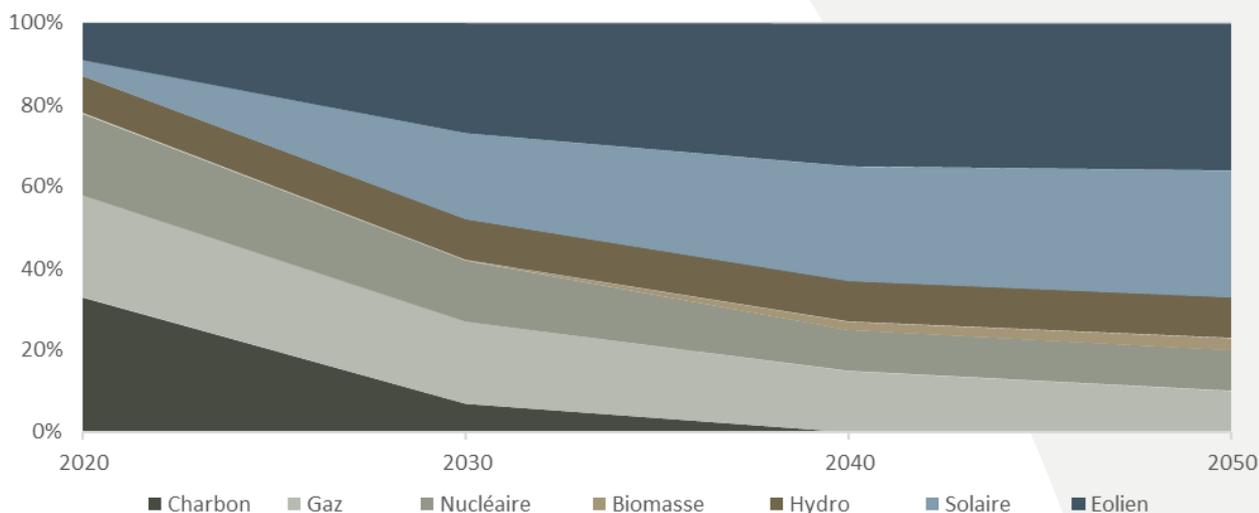
L'ENERGIE PROPRE

L'intégralité des scénarii d'adaptation au changement climatique indiquent qu'une transformation rapide du secteur de l'énergie est inévitable pour parvenir à la neutralité carbone. Les scientifiques prévoient un pic de la demande de charbon en 2020 et un déclin rapide d'ici 2030. Le pic pétrolier est envisagé pour 2026-2028 ; une stagnation de la demande en énergie nucléaire est attendue en raison de son coût élevé, des risques sanitaires associés et d'une opposition publique

vigoureuse, ce qui signifie que les énergies renouvelables devraient dépasser les combustibles fossiles dans le mix énergétique dès 2030.

Nos hypothèses d'évolution du mix énergétique, en particulier une sortie totale du charbon en 2030, tiennent compte de ces prévisions afin d'optimiser notre exposition aux acteurs de l'énergie propre.

EVOLUTION ATTENDUE DU MIX ENERGETIQUE



Source: ODDO BHF Asset Management

¹¹ Source: Oddo BHF Asset Management

En parallèle du déclin des énergies fossiles, le développement du marché des énergies renouvelables devrait s'accélérer pour atteindre 1 512 Md\$ de taille de marché dès 2025¹².

Des technologies auparavant lourdement subventionnées (notamment l'énergie solaire) ont désormais atteint la maturité technologique et la taille critique pour **rivaliser avec les énergies fossiles en termes de compétitivité**.

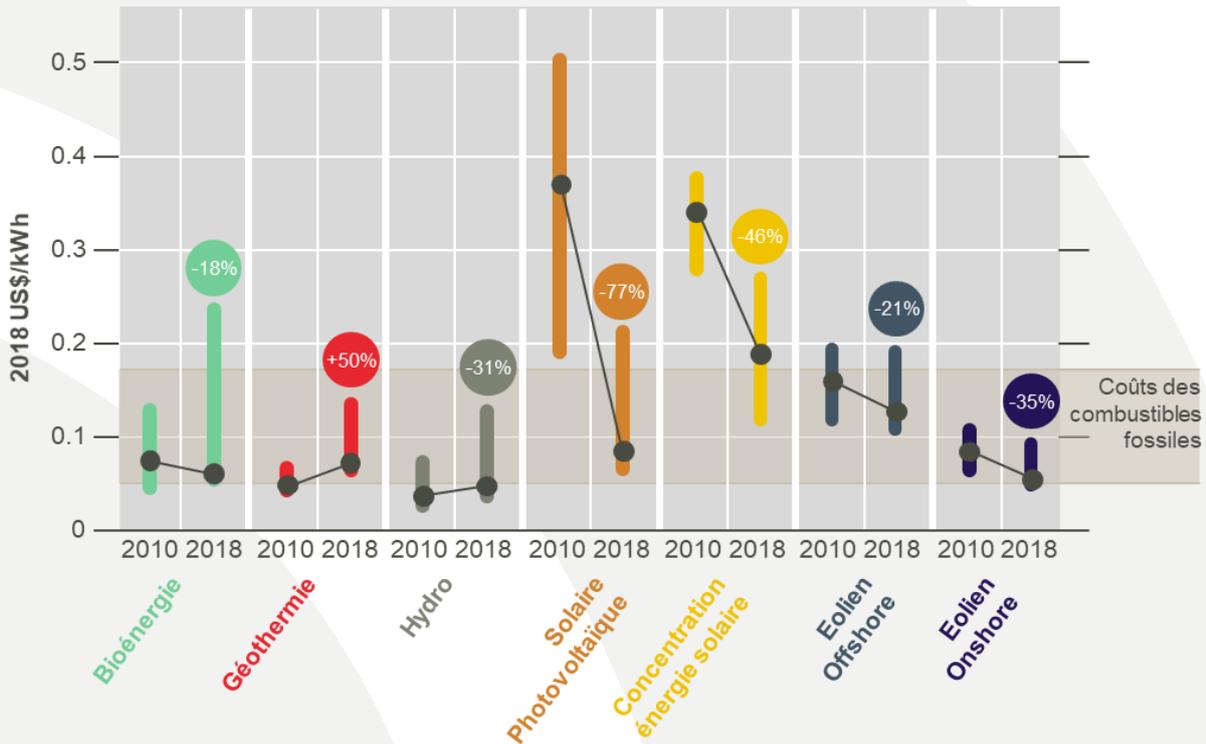


Investissements nécessaires
\$449 Mds/an



Potentiel de croissance (CAGR)
8% (2018 – 2025)

EVOLUTION DU COUT DE L'ENERGIE RENOUVELABLE ENTRE 2010 ET 2018



Source: UNEP – Emission Gap Report

Nous considérons que les entreprises les plus prometteuses du marché de l'énergie propre, qu'il s'agisse de « pure players » ou d'acteurs qui s'inscrivent dans une logique de transition ambitieuse, sont positionnées en particuliers sur les segments suivants :

- **Energie solaire** : la génération d'électricité à partir de panneaux photovoltaïques ou de centrales solaires thermiques est l'une des sources d'énergie renouvelable dont la technologie est la plus mature et établie, ce qui en fait un investissement stable.
- **Energie éolienne** : le parc éolien mondial, en forte croissance, a une puissance installée de près de 651MW en 2019, principalement localisée en Chine, aux Etats-Unis et en Allemagne. C'est également une technologie mature qui peut permettre de diversifier les mix électriques et augmenter l'indépendance énergétique des pays ; le potentiel de développement offshore est non négligeable.
- **Biomasse** : la transformation de matières organiques en énergie sous forme de copeaux, bioalcools ou encore biogaz peut permettre de créer de la chaleur et de l'électricité à bas coût et de réduire la dépendance aux énergies fossiles; de nombreux acteurs sont exposés à cette sous-thématique (services aux collectivités, gestionnaires de déchets, industriels du bois...).

¹² Source: AIE

- **Energie géothermale** : cette technologie exploite le différentiel thermique de l'écorce terrestre afin de produire de l'électricité, du chauffage urbain et du chauffage individuel ; c'est une forme d'énergie encore marginale (0.3% de la production électrique mondiale¹³) mais en nette croissance grâce à la progression des techniques de prospection et de prélèvement.
- **Energie hydraulique** : l'hydroélectricité est la première source d'énergie renouvelable et la troisième source de production électrique au monde¹⁴ (derrière le charbon et le gaz) ; l'intérêt pour cette forme d'énergie renouvelable tient à la prévisibilité de la production et à sa rentabilité historique.
- **Energie marémotrice** : ce marché est encore peu mature mais devrait se développer rapidement en raison de la recrudescence des plans de développement et de l'attribution de subventions étatiques, notamment en Europe, en Chine et aux Etats Unis.
- **Biocarburants** : ces carburants (biodiesel, bioéthanol) sont créés à partir d'une réaction entre huiles végétales et alcool ; les biocarburants de 2^e et 3^e génération sont encore peu matures mais sont des sources d'énergies particulièrement intéressantes car leur production ne se fait pas aux dépens d'une production agricole destinée à l'alimentation. Le marché devrait atteindre \$234Mds d'ici 2025¹⁵.

BORALEX

- Boralex est un producteur d'énergie renouvelable canadien spécialisé dans les énergies éoliennes, hydraulique et la biomasse
- La stratégie de croissance de l'entreprise est fondée sur une vision long-terme : Boralex développe et acquiert des sites de production d'énergie renouvelable offrant un potentiel de rendement attractif



- EDP est l'un des principaux producteurs européens d'énergie renouvelable, avec plus de 70% de sa production électrique provenant de projets hydroélectriques et éoliens (4^e producteur d'énergie éolienne au monde)
- L'entreprise cherche activement à accroître sa capacité de production d'énergie renouvelable et à réduire son exposition aux activités à forte intensité carbone

L'EFFICACITE ENERGETIQUE

L'efficacité énergétique est également une thématique centrale pour parvenir à la décarbonation de l'économie, **notamment dans les secteurs de l'industrie et de l'immobilier**. Une accélération des investissements dans l'efficacité énergétique des infrastructures industrielles est particulièrement importante car le secteur est responsable de 21% des émissions de GES à l'échelle mondiale¹⁶ et que l'évolution de son mix énergétique est ralentie par le cycle de vie long des infrastructures (40 ans).

Il existe de même un fort potentiel d'économies d'énergie dans le secteur immobilier : à l'échelle de l'Union Européenne, 75% des bâtiments n'ont pas une consommation efficiente d'énergie et les bâtiments résidentiels et non résidentiels représentent 42% de la consommation énergétique française. L'un des axes majeurs du *Green Deal* concerne le doublement du taux de rénovation des habitations afin d'éradiquer les « passoires thermiques » ; on peut par conséquent s'attendre à une forte croissance du marché de la rénovation énergétique.

¹³ Source: Renewables 2013 Global Status Report

¹⁴ Source: BP – Statistical Review of World Energy, 2019

¹⁵ Source : Researchstore

¹⁶ Source: GIEC



Investissements nécessaires
\$519 Mds/an



Potentiel de croissance (CAGR)
6% (2018 – 2023)

Nous considérons que les sous-thématiques porteuses dans le secteur de l'efficacité énergétique sont les suivantes :

- **Construction durable** : l'écoconstruction, qui permet d'assurer une performance énergétique optimale des bâtiments tout en limitant les impacts sur l'environnement, devrait permettre de répondre aux réglementations environnementales toujours plus strictes qui visent à limiter l'empreinte carbone du secteur du bâtiment ; le marché des constructions en bois, qui se développe rapidement en Europe, est un exemple de segment prometteur
- **Isolation** : le marché de l'isolation thermique est aussi en croissance, notamment grâce aux différents plans nationaux de rénovation énergétique des bâtiments et devrait atteindre \$77Mds à horizon 2025¹⁷.
- **Réseau électrique intelligent** : le marché des « smart grids » devrait atteindre 70 Md\$ d'ici 2024 contre 30 Md\$ en 2017, soit un CAGR attractif de 11.7% sur la période¹⁸.
- **Gestion énergétique** : ce segment, qui comprend entre autres des produits tels que les capteurs et les compteurs permettant la surveillance de la consommation d'énergie bénéficie d'une prise de conscience par les entreprises comme les particuliers de la nécessité d'optimiser leur consommation de ressources énergétiques.
- **Stockage énergétique** : ce secteur bénéficie d'investissements en R&D élevés de la part d'acteurs majeurs (GE, Tesla...) ce qui a entraîné une baisse substantielle des coûts de production ; la mise en place de politique étatiques favorables concourt également à des opportunités de croissance élevées (22% de CAGR pour le segment des smart grid entre 2020 et 2025 selon l'AIE).
- **Batteries** : les batteries lithium-ion sont des éléments cruciaux pour permettre le développement des véhicules électriques. En réponse à l'avance asiatique dans ce domaine, Bruxelles a autorisé le déblocage d'une aide de €3.2Mds et cherche à attirer €5Mds d'investissements privés supplémentaires pour mettre en place un consortium industriel qualifié d' « Airbus des batteries »¹⁹. Le marché mondial des batteries pourrait atteindre €45Mds dès 2027²⁰ et présente donc un intérêt considérable pour les investisseurs. Cette technologie est au cœur de nombreux plans d'investissement étatiques et jouit par conséquent d'un CAGR de 14.1% sur la période 2020-2027²¹.
- **Domotique** : le marché de la maison connectée (détecteurs de fumée, caméra et thermostats connectés) est également en hausse ; selon une étude du cabinet de conseil McKinsey, le marché américain a ainsi vu un CAGR de 31% entre 2015 et 2017
- **Eclairage économe en énergie** : le marché mondial des ampoules LED bénéficie des réglementations renforcées en matière d'efficacité énergétique des bâtiments et son CAGR est évalué à 13.4% entre 2020 et 2027²².
- **Gestion intelligente des infrastructures** : il s'agit d'un secteur où les enjeux sociaux et environnementaux sont élevés et continueront à croître en raison de l'urbanisation rapide de la population mondiale et des nombreuses externalités négatives qu'exercent les mégapoles sur les écosystèmes. Les « **smart cities** » dotées d'une capacité d'autogestion, de prédiction et de résilience ont à la fois un énorme potentiel environnemental et financier grâce au développement de systèmes optimisés de gestion des ressources (gestion automatisée de l'eau potable et des eaux usées, consommation énergétique intelligente dans les bâtiments, prévision de la production, du transport et de la distribution d'énergie en fonction de la demande, microréseaux énergétiques décentralisés) et de systèmes de contrôle de la pollution (capteurs permettant la surveillance de la qualité de l'air).

¹⁷ Source: Grand View Research

¹⁸ Source: Smart Grid Market Share Report – Industry Trend Outlook 2024

¹⁹ Source : Commission Européenne

²⁰ Source : BCG

²¹ Source: Grand View Research

²² Idem

azbil

- Azbil Corp est un groupe japonais qui se concentre principalement sur deux segments d'activité : l'automatisation des bâtiments (logiciels, capteurs, moniteurs de contrôle) et l'automatisation avancée (ingénierie et maintenance)
- L'activité d'Azbil permet à d'autres entreprises dans un grand nombre d'industries d'améliorer l'efficacité énergétique de leurs centres de production et bâtiments commerciaux



- Kingspan est un fournisseur irlandais de matériaux d'isolation et de technologies d'enveloppe de bâtiments
- L'entreprise est idéalement positionnée pour bénéficier des vastes plans étatiques de rénovation énergétique des bâtiments à venir

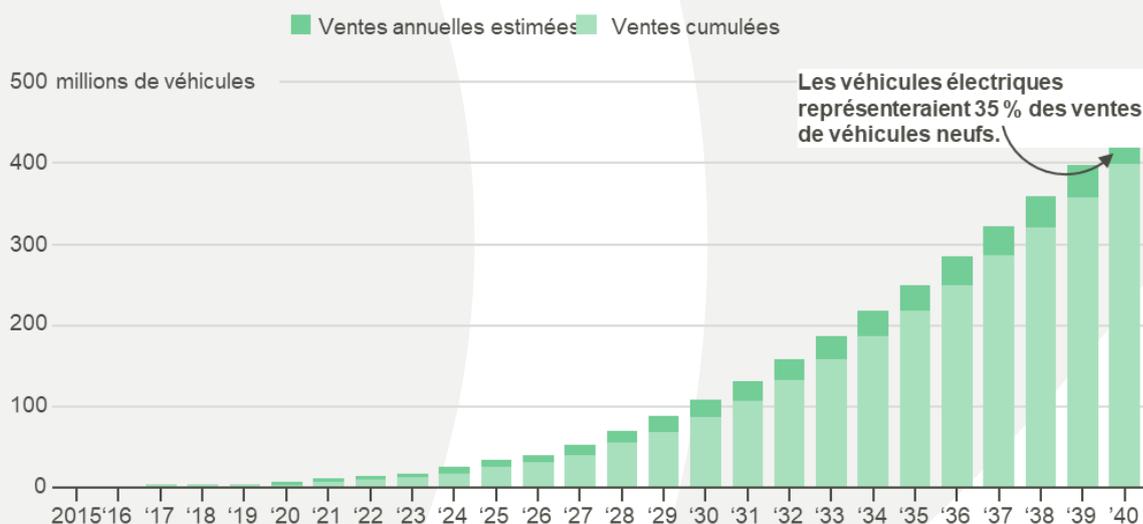
LA MOBILITE DURABLE

Le secteur des transports est à juste titre au cœur des plans d'investissements liés à la transition écologique puisqu'il compte pour un quart des rejets de carbone à l'échelle mondiale et est devenu pour de nombreux pays le premier poste d'émissions de gaz à effet de serre. De plus, la mobilité devrait continuer à croître à un rythme soutenu d'ici 2050, ce qui rend la décarbonation du secteur impérative.

Le secteur des transports connaît d'ores et déjà une mutation rapide, notamment en raison de la prise en

compte par l'industrie automobile de la probable interdiction des moteurs à combustion interne dans de nombreux pays à moyen terme. L'adaptation du secteur tient en grande partie à sa reconversion dans la production de véhicules à émissions ultra faibles (véhicules électriques, hybrides, à hydrogène), qui devraient représenter 70% des véhicules individuels d'ici 2040 ; selon l'AIE, la part des véhicules électriques en particulier devrait fortement augmenter, passant de 8 millions en circulation dans le monde en 2019 à 245 millions en 2030.

EVOLUTION DES VENTES DE VEHICULES ELECTRIQUES



Source: Bloomberg New Energy Finance

Le transport ferroviaire devrait également bénéficier d'un niveau élevé de subventions publiques dans le cadre des politiques climatiques, étant le mode de transport le plus vertueux en termes d'émissions de GES (27 fois moins que les voitures particulières et 45 fois moins que l'avion²³) ; c'est notamment l'un des axes

de développement prioritaire de l'Union Européenne, qui a accordé 35 Md€ au secteur depuis 2014²⁴.

La thématique globale de la mobilité durable est ainsi particulièrement prometteuse, avec un CAGR estimé à 32% entre 2017 et 2025²⁵.



Investissements nécessaires
\$207 Mds/an



Potentiel de croissance (CAGR)
32% (2017 – 2025)

Nous considérons qu'il existe des opportunités d'investissement dans les segments suivants :

- **Véhicules électriques** : ce type de véhicule bénéficie à la fois d'avancées technologiques rapides (capacités de stockage énergétique améliorées des batteries lithium-ion), de subventions publiques importantes et de la baisse du prix des énergies renouvelables et représente donc un segment majeur de la thématique.
- **Véhicules hybrides** : le segment des voitures hybrides (utilisation couplée d'une motorisation thermique et électrique), qui permet de limiter les émissions de CO2 et d'optimiser la consommation énergétique par rapport à un véhicule classique, connaît une forte croissance avec un CAGR estimé à 16.35% entre 2020 et 2025²⁶.
- **Véhicules à hydrogène** : cette technologie n'est pas encore déployée massivement en raison notamment du manque d'infrastructures (nombre trop limité de stations de recharge), mais bénéficie de l'élargissement du marché des piles à combustible (principalement asiatique) et de la réduction des coûts qui en découle. La Commission Européenne a notamment fait du **développement de la filière hydrogène** (et notamment de l'hydrogène « propre » obtenu à partir d'énergies renouvelables) une priorité : cette source d'énergie, qui ne représente aujourd'hui que 2% du mix énergétique européen, doit devenir un clé de la décarbonation de l'Europe et représenter 16% du mix d'ici 2050²⁷. L'intérêt pour cette source énergétique est également fort en Chine, qui vise une augmentation drastique de la part des véhicules à hydrogène d'ici 2030.
- **Transport ferroviaire** : le secteur développe de nombreuses initiatives visant à améliorer son empreinte carbone déjà relativement faible (si rapportée au nombre de passagers) : on peut notamment citer la mise en phase d'essais de trains à hydrogène par Alstom dans plusieurs pays européens. Par ailleurs, de nombreux pays ont fait de la modernisation de leur réseau ferroviaire une priorité stratégique ; nous considérons le ferroviaire comme un segment particulièrement attrayant.
- **Transport durable** : cette sous-thématique inclut notamment des formes novatrices de transport telles que les plateformes de covoiturage, de location ou encore de copropriété de véhicules qui permettent une utilisation raisonnée des ressources.
- **Transport urbain** : cette sous-thématique représente un enjeu social et environnemental particulièrement important en raison de l'augmentation rapide du taux d'urbanisation de la population mondiale ; les réseaux de transport collectifs sont utilisés par un nombre croissant de voyageurs et représentent un axe majeur de développement socio-économique autant qu'une opportunité d'investissement.

²³ Source : ADEME

²⁴ Source : Commission Européenne

²⁵ Source : ODDO BHF AM, 2019

²⁶ Source : Mordor Intelligence

²⁷ Source : ADEME



- Giant est le plus grand fabricant de vélos au monde, basé à Taiwan ; certaines des technologies développées par l'entreprise (vélos en fibre de carbone, cadre en aluminium) font aujourd'hui référence
- L'entreprise concentre ses capacités d'innovation sur le développement de vélos électriques, un segment particulièrement porteur



- L'équipementier français Alstom propose une gamme complète de produits et de services ferroviaires (trains à grande vitesse, métros, bus électriques, infrastructures...)
- L'entreprise fournit des technologies de pointe (train à hydrogène en phase de développement par exemple) et sa stratégie est intégralement axée sur des solutions liées à la mobilité durable

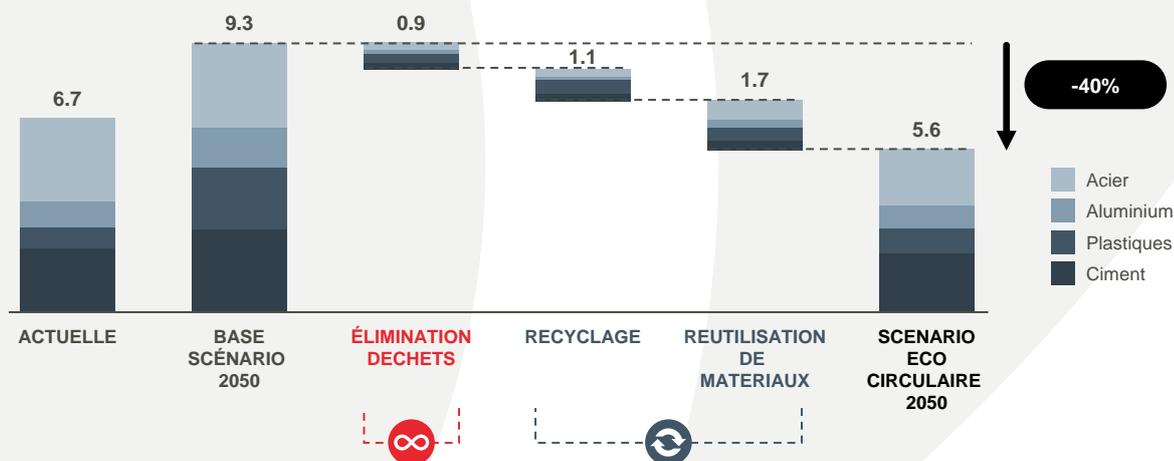
LA PRESERVATION DES RESSOURCES NATURELLES

La préservation des ressources, que ce soit au travers du développement du marché de l'économie circulaire, de la mise en place de filières de recyclage efficaces (notamment pour les ressources non-renouvelables ou polluantes) ou encore d'une protection accrue de la biodiversité (élimination de la pollution de l'air, de l'eau et des sols, reboisement) est une condition sine qua non pour parvenir à la transition écologique. Le potentiel d'amélioration des pratiques est considérable puisque 45% des émissions de CO₂ mondiales sont associées à la production de biens²⁸.

Le taux de recyclage actuel est sous-optimal et les nombreuses initiatives en cours pour y remédier

induisent un fort potentiel de croissance des acteurs spécialisés ; on peut notamment citer une récente directive de l'Union Européenne qui stipule que l'intégralité des emballages dans l'Union Européenne devront être réutilisables ou recyclables d'ici 2030, stimulant les entreprises exposées positivement sur ce secteur. Par ailleurs, d'importants investissements étatiques sont à prévoir pour réduire la dépendance à l'import de matériaux bruts dont l'impact écologique est problématique, créant de fortes opportunités de circularité notamment dans les industries de l'acier, du plastique, de l'aluminium et du ciment.

ESTIMATION DE L'IMPACT DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE SUR LES EMISSIONS DE CO₂ (SECTEURS DE L'ACIER, DE L'ALUMINIUM, DU PLASTIQUE ET DU CIMENT)



Source : Fondation Ellen MacArthur

²⁸ Source : Fondation Ellen MacArthur

Dans l'ensemble, les segments composant le thème « préservation des ressources » jouissent d'un fort potentiel de croissance : le CAGR de l'agriculture

durable est ainsi estimé à 13% entre 2017 et 2025 et celui de l'économie circulaire à 10% pour la période 2017-2026²⁹.



Investissements nécessaires
\$206 Mds/an



Potentiel de croissance (CAGR)
10% (2017 – 2026)



Nous nous intéressons tout particulièrement aux acteurs appartenant aux sous-thématiques suivantes :

- **Gestion de l'eau et des déchets** : la consommation de biens en forte hausse à l'échelle mondiale fait des entreprises spécialisées dans ce domaine des acteurs incontournables de la transition ainsi que des opportunités d'investissement intéressantes avec un CAGR estimé à 6.2% entre 2017 et 2023 .
- **Agriculture durable** : L'agriculture, et en particulier l'élevage, est responsable de 24% des émissions mondiales de GES. Cette sous-thématique comprend les pratiques agricoles qui visent à assurer une production pérenne tout en limitant les impacts environnementaux de leur activité (agriculture biologique, raisonnée, biodynamie...). Le marché mondial des matières protéiques végétales est notamment en forte croissance et devrait atteindre 11 Md€ en 2020 .
- **Conservation de la biodiversité** : cette sous-thématique est principalement prise en charge par des acteurs publics mais le marché des compensations (« biodiversity offset ») devrait se développer à moyen-terme. Le secteur de l'écotourisme a des perspectives de croissance intéressantes (CAGR de 14% entre 2021 et 2026) et peut aussi être un moyen d'investir dans cette sous-thématique.
- **Chimie verte** : ce concept cherche à renforcer l'efficacité des produits chimiques tout en réduisant l'impact environnemental des activités, notamment via une utilisation accrue des énergies renouvelables pour sortir de la dépendance aux énergies fossiles ; le marché mondial de la chimie verte est en forte croissance, avec un CAGR proche de 10% pour la période 2019-2023.

²⁹ Source: ODDO BHF Asset Management

- **Economie circulaire et recyclage** : l'économie circulaire pourrait générer jusqu'à 600 Md€ de richesses supplémentaires en Europe d'ici 2030 selon la fondation Ellen MacArthur ce qui en fait un marché particulièrement attractif pour les investisseurs.
- **Ecoconception & procédés de fabrication écologique** : les procédés de fabrication durable, faisant appel à des ressources renouvelables et à faible impact environnemental constituent une opportunité d'investissement intéressante ; le marché de la fabrication en bois (de sources durables) est par exemple appelé à connaître un fort développement en raison du renforcement des réglementations visant à limiter l'empreinte carbone des bâtiments.
- **Capture carbone** : le marché de la capture et du stockage de carbone (« CCS ») est extrêmement attractif à moyen et long-terme puisque le développement de cette technologie est l'un des leviers majeurs de la transition écologique. Ce segment a un CAGR de 8% entre 2020 et 2023.



GLOSSAIRE

AIE : l'Agence internationale de l'énergie (« International Energy Agency » ou « IEA ») est une organisation fondée en 1974 dont l'objectif est de faciliter la coordination des politiques énergétiques des pays membres de l'OCDE. L'AIE fait référence en matière de perspectives sur l'évolution du secteur de l'énergie et publie régulièrement des études sur les marchés du charbon, du pétrole, du gaz et des énergies renouvelables

COP : il s'agit d'une conférence annuelle rassemblant la quasi-totalité des pays du monde ainsi que des acteurs non-étatiques (ONG, scientifiques...) dans le cadre du plan d'action de lutte contre le réchauffement climatique de l'ONU ; les COP permettent notamment de mettre en place des Accords mondiaux pour parvenir à la réduction des émissions anthropiques de gaz à effet de serre

Emissions anthropiques : ce terme fait référence à l'origine humaine scientifiquement établie d'une partie des émissions de gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère ; les émissions anthropiques sont en forte augmentation depuis la première Révolution Industrielle et proviennent principalement de l'usage de combustibles fossiles dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, des transports et des bâtiments

GES : les Gaz à Effet de Serre (dioxyde de carbone, méthane, protoxyde d'azote...) absorbent le rayonnement infrarouge émis par la surface terrestre ; leur concentration dans l'atmosphère est l'une des causes principales du réchauffement climatique

GIEC : le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat est un organisme dépendant du programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP) et regroupe les scientifiques de 195 Etats afin d'évaluer de manière objective l'ensemble des informations scientifiques portant sur les risques liés au changement climatique. Le GIEC a jusqu'à présent publié cinq rapports d'évaluations qui font référence sur le plan scientifique et doivent permettre aux décideurs politiques de mettre en place des plans d'action appropriés pour lutter contre le réchauffement climatique.

Jour du Dépassement : il s'agit d'une date symbolique, calculée chaque année par l'ONG américaine Global Footprint Network, à partir de laquelle l'humanité a consommé l'ensemble des ressources que la planète est capable de régénérer en un an. Cette date est fixée en 2020 au 22 Août et est en recul constant ce qui constitue un signal inquiétant de la surexploitation des ressources à l'échelle mondiale.

Taxe carbone : la taxe carbone est un outil utilisé pour contrôler le réchauffement climatique en appliquant une taxe environnementale sur les émissions de dioxyde de carbone (CO₂), le principal gaz à effet de serre

UNEP : ce sigle désigne le programme des Nations Unies pour l'environnement (« United Nations Environment Program »), l'une des organisations de l'ONU qui publie de fréquents rapports sur l'étendue de la crise climatique et assiste les pays membres dans la mise en œuvre de leurs politiques environnementales

WWF : le Fond mondial pour la nature (« World Wide Fund for Nature ») est l'une des plus grandes organisations non-gouvernementales visant la protection de l'environnement et la promotion du développement durable

RÉFÉRENCES

BP, Energy Outlook, 2019

Christian Aid, Counting the cost: 2019, a year of climate breakdown, 2020

Ellen MacArthur Foundation, Completing the Picture: How the Circular Economy Tackles Climate Change, 2019

Global Commission on Adaptation, Driving Finance Today for the Climate Resilient Society of Tomorrow, 2019

Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat, Rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1.5°, 2019

International Energy Agency, Energy Technology Perspectives, 2020

International Energy Agency, Global EV Outlook, 2020

International Renewable Energy Agency, Global Energy Transformation: a roadmap to 2050, 2019

Morgan Stanley Research, 2020 Election: Climate Agenda Coming into Focus; Assessing Cross-Sector Implications, 2020

UN Environment Programme, Emissions Gap Report, 2019

UN Environment Programme, Global Biodiversity Outlook 5, 2020

World Bank Group, What a Waste 2.0: A Global Snapshot of Solid Waste Management to 2050, 2018

World Economic Forum, Global Risk Report, 2020

World Economic Forum, Nature Risk Rising: Why the Crisis Engulfing Nature Matters for Business and the Economy, 2020

WWF, Living Planet Report, 2020

A PROPOS DE ODDO BHF ASSET MANAGEMENT

ODDO BHF Asset Management fait partie du groupe financier indépendant franco-allemand ODDO BHF fondé en 1849.

ODDO BHF AM est un leader de la gestion d'actifs en Europe. Il comprend les entités ODDO BHF AM GmbH en Allemagne, ODDO BHF AM SAS, ODDO BHF Private Equity SAS en France et ODDO BHF AM Lux en Luxembourg qui, ensemble, gèrent des actifs s'élevant à 59,9 milliards d'euros.

ODDO BHF AM propose à ses clients institutionnels et distributeurs une gamme unique de solutions d'investissement performantes couvrant les principales classes d'actifs, les actions européennes, les stratégies quantitatives, les obligations, les solutions d'allocation d'actifs et les actifs non cotés et les dettes privées.

Signataire des Principes de l'Investissement Responsable des Nations Unies (UN-PRI) depuis 2010, ODDO BHF AM a intégré des critères d'investissement durable dans un large éventail de stratégies. Son approche durable est axée sur l'intégration des critères ESG, l'engagement auprès des entreprises et une politique climatique favorisant la transformation énergétique.

Sur une base agrégée, 61% des actifs sous gestion proviennent de clients institutionnels et 39% de partenaires de distribution. Les équipes opèrent à partir des centres d'investissement de Düsseldorf, Francfort, Paris et Luxembourg avec des implantations supplémentaires à Milan, Genève, Stockholm, Madrid, Hong Kong, Abu Dhabi et Zurich.

ODDO BHF AM met l'accompagnement de ses clients sur le long terme au cœur de ses priorités. Son indépendance permet aux équipes d'être réactives, flexibles et innovantes afin de trouver en permanence des solutions adaptées aux besoins des clients.

DISCLAIMER

ODDO BHF AM est la branche de gestion d'actifs du Groupe ODDO BHF. Elle est la marque commune des quatre sociétés de gestion juridiquement distinctes ODDO BHF AM SAS (France), ODDO BHF PRIVATE EQUITY (France), ODDO BHF AM GmbH (Allemagne) et ODDO BHF AM Lux (Luxembourg).

Ce document, à caractère promotionnel, est établi par ODDO BHF ASSET MANAGEMENT SAS. Sa remise à tout investisseur relève de la responsabilité exclusive de chaque distributeur ou conseil. L'investisseur potentiel doit consulter un conseiller en investissement avant d'investir dans une stratégie. L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que toutes les stratégies présentées ne sont pas autorisées à la commercialisation dans tous les pays. L'investisseur est informé que les stratégies présentent un risque de perte en capital, mais aussi un certain nombre de risques liés aux instruments/stratégies en portefeuilles. La valeur de l'investissement peut évoluer tant à la hausse qu'à la baisse et peut ne pas lui être intégralement restituée. L'investissement doit s'effectuer en fonction de ses objectifs d'investissement, son horizon d'investissement et sa capacité à faire face au risque lié à la transaction. ODDO BHF ASSET MANAGEMENT SAS ne saurait également être tenue pour responsable de tout dommage direct ou indirect résultant de l'usage de la présente publication ou des informations qu'elle contient. Les informations sont données à titre indicatif et sont susceptibles de modifications à tout moment sans avis préalable.

Les opinions émises dans ce document correspondent à nos anticipations de marché au moment de la publication du document. Elles sont susceptibles d'évoluer en fonction des conditions de marché et ne sauraient en aucun cas engager la responsabilité contractuelle d'ODDO BHF ASSET MANAGEMENT SAS.



ODDO BHF Asset Management SAS

12 boulevard de la Madeleine – 75440 Paris Cedex 09 France – Tél. : +33 (0)1 44 51 85 00.

am.oddo-bhf.com